

Bulletin européen

TRIBUNE LIBRE FONDÉE EN 1950 PAR J. CONSTANTIN DRAGAN

Une, aucune ou cent fleurs

EUROPE, CHINE ET U.R.S.S.

de R.C. HOOD

Hua Guofeng a déclaré, au moment de quitter l'Europe: «Je ramènerai un message de profonde amitié de l'Europe aux neuf cents millions de Chinois qui forment mon peuple».

En prononçant ces mots, le Premier ministre de Pékin faisait le bilan de ses rencontres avec les chefs d'Etat et de gouvernement de Paris, Londres, Bonn et Rome; partout il a été accueilli avec les honneurs que l'on réserve à un hôte qui est le bienvenu et de haute considération et où il a été traité, même si c'est avec des nuances diverses plus ou moins accentuées, comme le représentant d'une grande nation, un allié potentiel important, ou, tout au moins, l'ennemi d'un ennemi commun et agressif.

Sa visite a été suivie avec une préoccupation renfrognée par le Kremlin qui a cherché à refroidir, à tout prix et à titre préventif, l'enthousiasme des chancelleries européennes et des grands industriels occidentaux qui pourraient voir, dans un rapprochement avec la Chine, l'ouverture d'un nouveau grand marché.

Les pompiers du Kremlin

La propagande soviétique contre la Chine est, comme toujours, grossière et contradictoire d'une façon si évidente qu'elle

ne finit pas se détruire elle-même aux yeux des Occidentaux à qui le Kremlin tente de l'administrer par le truchement de son agence de presse, la Novosti.

Puis le fait que la Novosti consacre, sur la question de la Chine, des articles de ses collaborateurs et qu'elle ne reporte pas, comme cela se passe pour d'autres événements politiques, ceux de la Pravda, est un signe évident que le jeu que le Kremlin entend jouer est entièrement destiné à un usage externe et que certains sujets ne sont pas portés à la connaissance de l'opinion publique de l'Urss.

Commençons par examiner le texte intégral d'un article paru dans le n° 175 de la «Novosti» du 2 novembre 1979.

Le commentateur politique de cette Agence, Viktor Vasiliev, fait remarquer que : «pour passer de la bombe atomique à la bombe thermonucléaire, la Chine a mis trois ans, tandis que la France en a employé 13 environ et les Etats-Unis 7. Si l'on tient compte du fait que la fusée vecteur avec laquelle la Chine a mis en orbite, en 1970, son satellite artificiel de la Terre rentre, grâce à ses propriétés, dans la classe des missiles intercontinentaux, il devient évident qu'il ne faudra pas attendre encore bien longtemps pour que les missiles balistiques intercontinentaux chinois, dont la portée est de 13 000 km, entrent en exercice. Une solution heureuse de ce

«problème permettra à la Chine d'inclure dans le rayon d'action de ses forces missiles nucléaires tous les pays de l'Europe et de l'Amérique».

«L'idée de la création d'une Chine forte, encouragée par quelques politiciens qualifiés de l'un ou de l'autre rivage de l'Atlantique, peut se retourner comme un boomerang contre ses propres partisans. Il ne faut pas oublier que la Chine dispose d'un système capable d'assurer le déroulement des essais des missiles balistiques intercontinentaux avec des lancements dans les eaux de l'océan Indien. Les experts militaires soviétiques n'écartent pas l'hypothèse selon laquelle la Chine aurait déjà mis au point des prototypes de missiles balistiques intercontinentaux, même si les dirigeants politiques et militaires chinois cachent soigneusement ce fait. Ce pays ne désire pas compliquer ses rapports avec les Etats-Unis et leurs alliés de l'Otan, afin de ne pas se priver des sources de modernisation de ses propres forces armées».

«Il s'est répandu, dans le monde, l'habituelle version chinoise selon laquelle en armant la Chine, l'Occident pourra favoriser le déplacement de divisions soviétiques en Extrême-Orient. A leur tour, les services de propagande occidentaux utilisent avec insistance l'autre théorie selon laquelle une Chine forte sera invulnérable, donc pacifique. L'agressivité dont la Chine fait preuve aujourd'hui à l'égard des Etats qui confinent avec elle serait due à sa faiblesse et au manque de confiance en ses propres forces. Le caractère erroné de ces argumentations peut être facilement expliqué. Avec la croissance de ses armements, y compris les armements nucléaires, les visées hégémoniques de Pékin non seulement ne diminueront pas, mais, au contraire, augmenteront. En outre, cet accroissement pourrait se révéler irrégulier et inattendu pour bon nombre de pays des deux hémisphères du globe terrestre».

Andreï Serghiev, un autre commentateur de la «Novosti», écrit textuellement dans le numéro 176 du 5 novembre 1979.

«Le perfectionnement des forces armées chinoises est l'objectif premier dans le programme de Pékin des quatre modernisations. Dans son rapport sur le travail du gouvernement, Hua Guofeng a affirmé, lors de la dernière session de l'Assem-

blée populaire chinoise, que l'armée chinoise doit faire des efforts tenaces pour poursuivre le développement de ses magnifiques traditions et s'adapter aux nouvelles circonstances et qu'elle doit accroître sa propre préparation au combat. La session a décidé d'augmenter de 20% les dépenses militaires pour l'année 1979. La ligne de la rectification triennale de l'économie, approuvée par la session, est étroitement liée aux plans de modernisation des forces armées».

«Et ainsi, l'économie du pays et le développement des recherches techniques et scientifiques sont orientés vers la satisfaction des exigences de l'armée. Les militaires chinois s'éloignent toujours plus de la théorie militaire de Mao qui misait sur les méthodes partisans de la guerre. La modernisation des forces armées est devenue l'orientation fondamentale de l'activité militaire chinoise».

«Possédant des forces navales et aériennes qui se trouvent à la troisième place dans le monde, la Chine s'efforce d'améliorer leur qualité technique. Il est accompli de gros efforts pour créer des unités blindées mobiles».

«Le perfectionnement des missiles et des armes nucléaires fait l'objet d'une sollicitude particulière des stratèges militaires chinois. D'après certains calculs, la Chine possède actuellement quelques centaines de têtes nucléaires et ses scientifiques sont en train d'élaborer de nouveaux systèmes de lancement».

Il est évident que, selon ces deux rédacteurs politiques soviétiques, la Chine a une industrie atomique et de missiles avancée au point de pouvoir, d'ici peu, constituer un danger pour tous les pays de l'Europe et de l'Amérique.

Missiles en échange de porcelaines

Si nous posons la question: «Le commerce avec la Chine?»- «Missiles en échange de porcelaines» écrit, se répondant à lui-même, Valery Beghiscev, autre rédacteur politique de la «Novosti», dont nous reportons, en bref, un extrait de l'article paru dans le même numéro 176 de l'Agence soviétique déjà citée.

«Peu de temps avant sa visite actuelle



«en Europe occidentale, le Premier ministre
«chinois, Hua Guofeng, a déclaré aux jour-
«nalistes occidentaux, qu'il se serait surtout
«intéressé aux réalisations économiques,
«scientifiques et techniques pouvant être u-
«tilisées dans son pays. Ces déclarations et
«d'autres analogues ont suscité parmi cer-
«tains hommes d'affaires des Etats rece-
«vant l'hôte chinois, une vague d'espoirs.
«En vérité, le souvenir des contrats que Pé-
«kin a congelés à l'improviste, le prin-
«temps dernier, à la suite de la découverte
«d'erreurs de calcul dans le plan des quatre
«modernisations, est encore vif. Et pour-
«tant, quelqu'un a recommencé à calculer
«les profits hypothétiques du commerce fu-
«tur avec la République chinoise».

«Ceci est naturel; mais, à en juger d'a-
«près les résultats actuels de la visite, le
«scepticisme se rapprochera encore plus de
«la vérité. Même si en France et en Alle-
«magne fédérale il a été signé des accords
«commerciaux, il est difficile d'en déduire
«un élargissement rapide et sans obstacles
«des échanges de ces deux pays avec la
«Chine. Les chiffres absolus des taux d'ac-
«croissement ne doivent pas induire en er-
«reur, étant donné que le point de départ
«est proche de zéro. Par exemple, le pre-
«mier semestre de cette année, les échanges
«avec la RFA se sont accrus de près de
«35%, mais aujourd'hui encore ils demeu-
«rent inférieurs au volume du commerce de
«la RFA avec le Luxembourg».

«Il est évident que ceci ne signifie nullement que les hommes d'affaires de l'Europe occidentale perdent de l'intérêt pour le marché chinois ou que Pékin ne prenne pas soin des réalisations technologiques et des crédits offerts par l'Europe occidentale. Mais dans les échanges on commence à découvrir les écueils sous-marins».

«La tâche de verser suffisamment de capitaux dans la casserole de l'économie chinoise pour en retirer ensuite la crème des bénéfiques semble désormais moins facile qu'avant. Les investisseurs étrangers découvrent qu'il faut commencer de pres- que rien: dans de nombreuses régions de la Chine, les routes, les transports et le ravitaillement en énergie électrique n'existent pratiquement pas. "Le pays a des infrastructures trop incertaines pour résister à une pénétration massive de l'industrie étrangère", écrit «Le Figaro». La plupart des ressources minérales exigent encore des travaux de prospection et de démarrage de l'extraction, ce qui pose, également, le problème d'investissements supplémentaires énormes pour le développement des infrastructures. En outre, la qualité de ces ressources pourra se révéler relativement peu élevée: c'est justement pour cela que Otto Wolf Amerongen, le président du Patronat allemand, estime qu'il y a peu de perspectives d'importation de pétrole chinois en RFA. La stabilité des orientations politiques et économiques en Chine suscite, également, des doutes chez bon nombre d'entrepreneurs. Au cours d'un récent séminaire à Singapour sur les problèmes du commerce avec la Chine, plusieurs participants, parmi lesquels le représentant du groupe japonais Mitsui, ont conseillé d'agir avec prudence dans le développement des liens avec la

«Chine, spécialement en ce qui concerne les entreprises à propriété mixte. De temps en temps, parmi les investisseurs potentiels étrangers, invités avec tant d'insistance par la Chine, il ressort la demande sacramentelle: «Avec quoi serons-nous payés?» Un économiste de la RFA a observé ironiquement: «Les tissus peu coûteux et les porcelaines ne suffisent pas».

La réalité de la Chine

D'après les écrits des commentateurs politiques soviétiques, la Chine apparaît comme une puissance aux visées agressives envers le monde entier; en outre, elle serait dotée d'un armement nucléaire qui lui permettrait, en un laps de temps très court, de pouvoir appliquer un tel programme; mais, en même temps, les mêmes commentateurs affirment que ce pays est dans un tel état arriéré qu'une vaste ouverture commerciale vers elle, de la part des pays industrialisés, équivaldrait à une très mauvaise affaire.

En effet, il semble que le peuple chinois ait un réel désir de paix et il est naturel, parce qu'il a un besoin effectif de se développer et, en même temps, une très grande peur d'une agression de l'Urss.

Mais l'Urss, elle aussi, a peur de la Chine, de ce peuple quatre fois plus nombreux que le sien, concentré sur un territoire vaste, mais qui n'est pas comparable à l'immense extension occupée par l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques.

En réalité, la peur de la Chine se réfère au danger d'une agression actuelle, tandis que celle de l'Urss est pour une agression de la Chine qui ne pourrait devenir potentiellement effective que lorsque cette nation l'aura rejointe sur le plan technologique.

LA «CLAUSE DE LA NATION LA PLUS FAVORISEE» POUR LA CHINE

Les relations américano-chinoises s'améliorent sensiblement. Un nouveau signe en ce sens est l'initiative du président des Etats-Unis, qui a demandé le 23 octobre au Congrès d'accorder à la Chine la «clause de la nation la plus favorisée» dans les échanges commerciaux. Le résultat favorable est presque sûr.

Au fond de tout le problème, il y a la richesse des immenses gisements de matières premières et énergétiques que la Terre a concentré, par un étrange caprice de la nature, dans le sous-sol de la Sibérie orientale, une richesse démesurée que l'on appelle communément un «scandale géologique».

L'Urss possède la Sibérie parce que les Tsars arrachèrent cette région inhospitalière à l'Empire décadent de Pékin et elle tente, maintenant, de la mettre en valeur en surmontant les grandes difficultés étant donné la distance énorme des gisements de ses zones industrialisées qui sont, par contre, situées en grande partie à l'ouest des monts Oural.

La Chine revendique aujourd'hui, platoniquement, la Sibérie parce que jadis elle lui appartenait; mais demain, elle pourrait avoir un besoin absolu d'utiliser les matières premières de son sous-sol quand sa population démesurée aura atteint un degré d'industrialisation auquel elle n'entend pas renoncer, naturellement.

Urss et Chine: socialisme ou impérialisme?

Le problème chinois impose à l'Urss de prononcer à la fin ses propres intentions claires.

Si son régime est basé sur un socialisme réel et non faiseur, le Kremlin ne peut évidemment pas l'appliquer dans le sens le plus complet; c'est-à-dire que n'admettant pas l'existence d'une politique des classes dans une nation, de même il ne peut pas imposer une lutte des classes parmi les peuples.

C'est justement au nom du socialisme réel que l'Urss ne peut pas prétendre que le peuple chinois renonce à son développement pour que tout le grand réservoir de ressources naturelles de la Sibérie soit réservé au seul bien-être des Soviétiques.

Si telle était son intention, et bien des choses permet de le supposer, la Chine l'agressera, à plus ou moins longue échéance, avec son milliard d'habitants, tout comme au Moyen Age les bandes affamées assaillaient le château où le feudataire s'était égoïstement retranché pour garder pour lui nourriture et richesse.

Une guerre entre ces deux colosses serait destructrice au sens absolu du terme,

c'est-à-dire nucléaire et elle pourrait mettre en péril le monde entier.

Il est vrai que l'Urss a un tel potentiel qu'elle pourrait, actuellement, détruire la Chine en un seul jour, en ne reportant que des dommages relativement légers et résoudre le problème par une guerre préventive; mais l'autre grande puissance atomique, les U.S.A., le lui permettraient-elle?

Certainement non, et le conflit deviendrait alors un conflit à l'échelle mondiale.

Désarmement et paix: paroles ou faits?

On ne peut pas se proclamer pacifistes et conserver, en même temps, une armée à orientation manifestement offensive comme celle du Comecon que l'Urss entretient toujours prête aux frontières de l'Europe occidentale dont le désir de paix est plus qu'évident.

De même, on ne peut pas se déclarer patrie et exemple du socialisme et prétendre qu'un grand peuple, également socialiste, ne se développe pas et qu'on lui nie la participation à l'usage de biens naturels, d'autant plus que ces derniers sont situés dans des territoires proches de ce peuple à qui ils furent jadis soustraits.

Si pour l'Urss le mot «paix» n'est pas qu'un pavillon fantôme, qu'elle commence par désarmer ses frontières avec l'Europe.

Si pour le Kremlin le mot «socialisme» signifie fraternité entre les peuples, qu'il cesse ses honteuses interventions armées avec lesquelles il se tacha à Budapest et à Prague, qu'il retourne à tendre la main à la Chine et cesse d'alimenter partout de dangereux foyers.

Dans l'Europe actuelle, le socialisme a été trahi et utilisé exclusivement comme instrument du plus dangereux des impérialismes que ne se rappelle l'Histoire.

Ses étapes sont évidentes et facilement identifiables:

- imposer sa propre domination sur les sources énergétiques du Moyen-Orient;
- assujettir l'Europe occidentale en la contraignant à se rendre par manque d'énergie;
- détruire la Chine et s'emparer du continent asiatique;
- soumettre l'Afrique avec des gouvernements soviétophiles;

- écraser les Etats-Unis d'Amérique;
- faire de Moscou la capitale d'un monde manquant certainement de liberté.

Cet évident programme ne peut pas ne pas épouvanter toutes les démocraties de notre planète et donc si l'Urss désire un désarmement effectif - et non en paroles - que ses fins soient un socialisme réel et non un effroyable impérialisme dont le socialisme n'est qu'un faux étendard et un instrument d'application.

La Chine et l'Europe

Alors que les Chancelleries et les gouvernements de France, d'Allemagne fédérale, du Royaume-Uni et d'Italie se sont mobilisés au complet pour recevoir Hua Guofeng, l'indifférence des Européens pour la visite de ce chef chinois qui, pour la première fois, restituait à notre continent la visite de Marco Polo, a été pratiquement totale.

Si Mao, le pragmatique, surmontant sa xénophobie, avait effectué ce voyage, des masses entières exultantes, surtout dans les pays latins, se seraient rangées sur son passage.

Tant l'agitation des Chancelleries que l'indifférence des masses reflètent les signes du temps et les transformations profondes survenues sur la scène internationale.

Les maoïstes européens ne se reconnaissent plus dans la Chine de Hua; ils sont restés isolés et ne savent même pas ce qu'ils veulent.

Le maoïsme a été enterré en même temps que Mao, dans le même mausolée, et Hua Guofeng est l'interprète cohérent d'un grand pays qui après avoir été guéri de la fièvre révolutionnaire et de la vieille maladie de l'auto-isolement, cherche des aides pour parcourir, à la vitesse maximale, la route maîtresse du développement industriel.

Avec la visite de son Premier ministre, la Chine a mis crûment à jour les faiblesses et les hésitations de l'Europe dont la liberté d'action est aujourd'hui conditionnée plus que par les pressions américaines par quelques égoïsmes nationalistes, par la main lourde des cheiks propriétaires du pétrole et peut-être, outre mesure, par la peur des missiles soviétiques.

Il est incontestable qu'il faut tenir compte de certaines réalités géopolitiques: l'Urss est vraiment voisine de l'Europe et cette dernière ne peut pas se permettre de jouer d'une façon anticonformiste la carte chinoise que Hua Guofeng a jeté sur la table avec tant d'habileté.

Cependant, il existe malgré tout de vastes espaces de collaboration entre l'Europe et la Chine et ils ne doivent pas être limités aux seuls aspects mercantiles.

La Chine veut une Europe forte et unie, ouverte à la paix, mais résolue à ne pas devenir la proie du social-impérialisme soviétique; elle désire collaborer avec l'Europe et le Japon, plutôt qu'avec les Etats-Unis, pour se développer; en effet, la collaboration avec les Usa pourrait, à tort ou à raison, assumer, vers d'autres yeux soupçonneux, une coloration politique.

Nous sommes parfaitement d'accord avec M. Hua Guofeng qu'une Europe unie serait forte, respectée et libre. Sa fonction ne pourrait être que d'équilibre entre les forces mondiales opposées et d'aide dans le développement des pays qui en ont besoin.

L'Europe particulièrement unie ne doit pas avoir peur des missiles soviétiques, mais éventuellement de ses chars d'assaut.

En effet, le Kremlin n'aurait aucun avantage à conquérir une Europe réduite à un amas de décombres radio-actifs et à se voir détruits, comme réponse, toutes ses villes et ses centres industriels situés à l'Ouest des monts Oural qui constituent la fine fleur de sa force.

Une Chine moyennement développée pourrait également calmer l'impérialisme soviétique et faire comprendre aux dirigeants de Moscou que le seul mode de survie sur cette planète est celui de trouver une formule de cohabitation en mettant de côté et pour toujours des idées de domination et de violation.

En envoyant son dernier salut, Hua Guofeng a déclaré à Rome: «Nous verrons si fleuriront, à la suite de mon voyage, une, aucune ou cent fleurs».

Il faisait allusion à la collaboration et à la paix, le désir le plus profond de tous les peuples. Nous espérons que ceux qui les gouvernent le comprennent également.

R.C. H.

La sinistre commédie de Prague

Plus d'un quart de siècle après la mort de Staline, seize ans après la réhabilitation de Rudolf Slansky, l'ancien secrétaire général du P.C. exécuté en 1952, et de Gustav Husak, l'actuel chef du parti, onze ans après l'écrasement du printemps de Prague, des hommes continuent d'être arrêtés et condamnés en Tchécoslovaquie pour la seule raison qu'ils exercent leurs droits de citoyen garantis par la Constitution.

Lorsque, en 1969, il avait été porté à la tête du P.C. pour mener à bonne fin la normalisation souhaitée par les Soviétiques, M. Husak avait eu l'imprudence de dire que cette mise au pas ne s'accompagnerait pas du même genre de procès politique dont lui-même avait été, dans les années 50, l'une des principales victimes. Or, pas plus qu'en 1972 il n'avait pu ou voulu empêcher les premiers grands procès contre un certain nombre de contestataires, parmi lesquels figuraient déjà MM. Petr Uhl et Jaroslav Sabata, lui aussi actuellement emprisonné, de même aujourd'hui le secrétaire général du P.C. n'a pas pu ou pas voulu éviter l'organisation d'un nouveau règlement de comptes.

Quel est le crime de Petr Uhl, de Vaclav Havel et de leurs compagnons? Ils auraient, nous dit-on, créé une «organisation illégale» contre l'Etat, mené, au sein de cette organisation, des «activités subversives», et enfin entretenu des contacts avec des émigrés tchécoslovaques, lesquels seraient à la solde de la C.I.A. De toutes ces accusations, cette dernière est sans doute la plus ridicule, mais en même temps la plus significative de la conception policière de l'histoire qui anime les dirigeants tchécoslovaques. Il ne manque plus au tableau qu'un Américain, comme le prétendu espion Noël Field arrêté en 1949, et une bonne guerre froide pour recréer le climat de «l'Aveu».

Les autres charges relevées contre les membres du VONS ne résistent pas davantage à l'examen. Peut-on vraiment parler d'une organisation illégale alors que la naissance du VONS, en avril 1978, fut publiquement annoncée par la Charte 77, que ses animateurs ne se sont jamais cachés, que le pouvoir a attendu plus d'un an avant de les arrêter et que tous les communiqués de cette organisation ont été envoyés régulièrement en premier lieu aux autorités? Et si le VONS menait des activités subversives, pourquoi quelques-uns seulement de ses membres ont-ils été condamnés, les autres poursuivant comme avant le même travail sur la répression que subissaient leurs camarades?

L'intolérance manifestée une fois de plus par le régime de Prague est troublante à double titre: en premier lieu parce qu'elle se manifeste à un moment où, pour des raisons principalement *tactiques* sans doute, l'U.R.S.S. et certains de ses alliés, à commencer par la R.D.A., s'efforcent de faire patte de velours. Ensuite parce qu'un tel comportement est la preuve que l'équipe à la tête de laquelle se trouve M. Husak n'a toujours pas réussi à mener à bien, onze ans après avoir été mise en place, la tâche qu'on lui avait assignée: rétablir la paix dans les esprits et surmonter le traumatisme de 1968.

Onze ans après des événements autrement plus graves, la Hongrie de M. Kadar était à la veille d'engager une réforme économique qui allait ouvrir la voie à une consommation plus large et à une certaine libéralisation, pour la plus grande satisfaction de tout le monde, y compris de Moscou. La myopie politique qui frappe les dirigeants de Prague leur permet-elle seulement de voir au-delà de la forteresse dans laquelle ils se sont laissés eux-mêmes enfermer?

□

Mme THATCHER PLAIDE POUR LE RENFORCEMENT DE L'OTAN



Mme Thatcher, Premier ministre britannique, à Luxembourg à l'occasion d'une soirée consacrée à la mémoire de Sir Winston Churchill, a prononcé un discours de politique étrangère très remarqué dans les milieux politiques. A propos de la Communauté européenne, Mme Thatcher a précisé qu'elle ne tenait nullement à jouer le rôle de «soeur de charité» en faveur des autres pays membres, étant donnés les problèmes économiques graves auxquels la Grande-Bretagne doit faire face actuellement. Aussi attend-elle beaucoup du prochain conseil européen de Dublin, qui devrait trancher le problème budgétaire de la Communauté.

Améliorer l'équilibre militaire entre l'Est et l'Ouest

Une large partie du discours du Premier ministre britannique a été consacrée à l'armement de l'OTAN. Mme Thatcher a confirmé son désir de voir tous les pays membres de l'alliance atlantique accepter l'installation de fusées à portée intermédiaire sur leur territoire, afin d'améliorer l'équilibre militaire entre l'Est et l'Ouest.

«Soyons clairs, a dit Mme Thatcher, les armées soviétiques sont organisées et entraînées en Europe pour attaquer, et leur puissance s'accroît. Il nous appartient de faire en sorte que les dirigeants soviétiques n'aient aucun doute sur le prix à payer pour toute aventure militaire». Pour Mme Thatcher, seule une alliance atlantique forte peut contenir la «menace soviétique». Elle a confirmé que, pour sa part, la Grande-Bretagne avait accepté d'augmenter ses dépenses militaires de 3% l'an prochain, comme l'avait recommandé l'OTAN.

*Un vieil homme,
mais un grand président*

SANDRO PERTINI en visite en Allemagne fédérale et en Yougoslavie



En R.F.A.

Le président de la République italienne, Sandro Pertini, a accompli une visite officielle en République fédérale d'Allemagne du 18 au 22 septembre 1979.

Il a eu, à Bonn, des entretiens avec le président fédéral, Karl Carstens, avec le chancelier fédéral, Helmut Schmidt, avec le ministre fédéral des Affaires étrangères, Hans Dietrich Genscher, avec le président de la SPD, Willy Brandt et avec le président de la CDU, Helmut Kohl. Après la capitale, le président italien a ensuite regagné Berlin-Ouest où il a rendu hommage aux victimes du national-socialisme au Mémorial de Plötzensee. Par la suite, le président de la République italienne s'est rendu en Bavière où il a eu un échange d'o-

pinions avec le Premier ministre bavarois, Franz Joseph Strauss. Au terme de son voyage en Allemagne, M. Pertini a visité l'ex-camp de concentration de Flossenburg.

Le déroulement et le résultat de la visite du président Pertini ont dépassé toutes les attentes des autorités italiennes et allemandes. L'extraordinaire personnalité de l'hôte italien a contribué d'une façon déterminante à ce succès. Sa chaleur humaine, son intégrité morale et politique, sa foi dans la démocratie et dans la liberté ont laissé une profonde impression chez ses interlocuteurs et dans l'opinion publique de la République fédérale d'Allemagne. La clarté avec laquelle le président italien a traité les questions des charges dérivant du passé, avec laquelle il a défini l'excellent état des relations entre les deux pays et avec laquelle il a manifesté sa foi dans l'avenir commun de l'Europe, aura une forte influence sur le développement futur des rapports entre l'Italie et l'Allemagne fédérale.

La rencontre avec les ouvriers italiens

A Munich, Sandro Pertini a visité la fabrique Man où travaillent quelques milliers d'ouvriers italiens.

Nous reportons, ci-dessous, les paroles que le président Pertini a adressées à ses compatriotes, car elles donnent la mesure de combien est élevé l'esprit de ce grand homme européen.

«Je ressens une vive émotion dans mon cœur à vous parler. Je me trouve dans un coin d'Italie fondé par vous, avec votre travail et votre fatigue de tous les jours. Il se réveille dans mon esprit de vieux souvenirs, de l'époque où moi aussi, non pas pour des raisons économiques, mais pour des raisons politiques, je dus abandonner la Patrie. Il est toujours amer de quitter sa Patrie et sa propre famille, de devoir se détacher pour aller à l'étranger. Comme vous, moi aussi j'étais jeune alors, j'ai connu les fatigues du travail. Pour vivre honnêtement j'ai dû, moi aussi, faire l'ouvrier. Je l'affirme avec orgueil et fierté. En conduisant la vie que vous faites aujourd'hui, en menant la vie d'ouvrier, j'ai pu connaître personnellement ce que veut dire avoir un salaire parfois insuffisant pour affronter les exigences de la vie, le chômage, devoir vivre dans l'attente d'un travail et, par conséquent, je peux comprendre votre condition humaine actuelle. Voici pourquoi avec ma vieille expérience je me trouve aujourd'hui parmi vous. Ce n'est pas le président de la République qui vous parle, c'est le chef de la famille italienne; je suis avec chacun d'entre vous avec l'esprit d'un frère; et je sais la nostalgie que vous ressentez parfois pour le pays que vous avez dû quitter et pour ceux qui ont laissé en Italie leurs parents et leurs amis.

«Je pense qu'avec ma visite en Allemagne j'ai honoré notre pays. La presse allemande est très bienveillante à mon égard. Ce matin, un journal titre son article de fond «Pertini est notre ami». Parfaitement. Aujourd'hui, frères italiens, il faut être l'ami de tous les peuples de la terre; il n'y a pas et il ne doit pas y avoir de distinction de race, de couleur et de nation. Désormais, les peuples doivent se considérer comme liés au même sort, au

«même destin; ils doivent cesser leurs anti-ques hostilités et leurs antiques rivalités. Tous doivent coopérer aujourd'hui pour faire en sorte que la paix ne connaisse plus de crépuscule, pour que tous les peuples devenus frères puissent parcourir ensemble le chemin vers un monde meilleur, où la liberté est vraiment jouie par tout le monde, où cette liberté est fondée sur la justice sociale, où la paix règne vraiment, non seulement dans le monde, mais également dans chaque communauté».

En Yougoslavie

Le président Pertini a rencontré le maréchal Tito en Yougoslavie du 12 au 15 octobre.

«Si tous les pays du Bassin méditerranéen se comportaient comme la Yougoslavie et l'Italie - a déclaré le maréchal Tito au président Pertini - cette région névralgique se transformerait en une zone de paix, de confiance et de progrès. Un pas important vers cet objectif consisterait à résoudre les problèmes encore en suspens qui troublent cette région». Le maréchal a mentionné, en particulier, le conflit au Moyen-Orient et le problème de Chypre; mais il a rappelé également, dans son long exposé sur les points chauds dans le monde, l'état de tension dramatique dans lequel se trouve le Liban «ou presque tous les jours on bombarde les camps de réfugiés», et la guerre qui se déroule sur le territoire de l'ex-Sahara espagnol qui crée une fracture dangereuse entre deux pays méditerranéens, l'Algérie et le Maroc.

«Eteindre ces foyers de guerre - a poursuivi Tito - représente un intérêt vital pour nous tous qui vivons sur les rives de la Méditerranée. La situation dans le Bassin méditerranéen - a-t-il ajouté - fait également partie intégrante de la sécurité et de la collaboration en Europe. Je suis persuadé que tant la Yougoslavie que l'Italie peuvent contribuer encore plus au rapprochement et à la collaboration entre les pays méditerranéens et, de cette façon, à la soudure de trois continents - Europe, Afrique et Asie. Ceci peut être un élément fondamental de la construction de rapports meilleurs dans le monde».

Pertini a répondu en rappelant qu'en

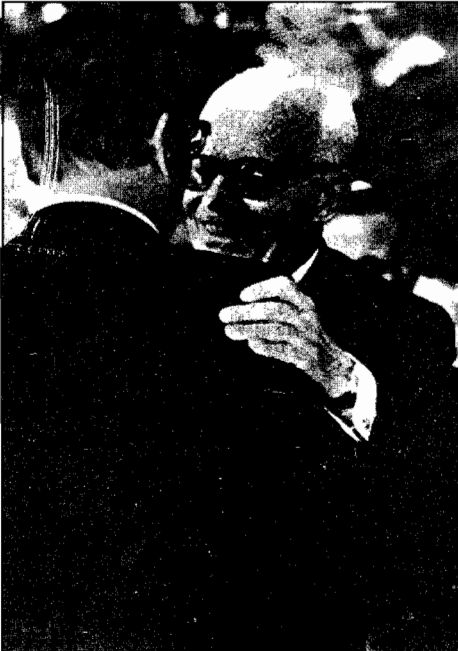
Italie tous les plus grands hommes politiques et penseurs éclairés du siècle passé et présent avaient considéré la collaboration entre l'Italie et les peuples yougoslaves comme une pierre angulaire de l'édifice de la paix et de la stabilité dans l'aire méditerranéenne, non seulement Cavour, Mazzini et Garibaldi, mais encore, plus récemment, Bissolati, Salvemini et Giovanni Amendola. «Aujourd'hui - a déclaré Pertini - «l'Italie et la Yougoslavie se battent pour le respect absolu de l'indépendance et de l'intégrité des nations, pour la non-ingérence dans les affaires intérieures des autres pays, pour le droit de chaque peuple à décider en pleine autonomie de son propre avenir et pour l'élimination des derniers vestiges du colonialisme. En outre, les deux pays ont démontré, de façon concrète, leur solidarité envers les pays les plus pauvres».

Les risques d'un désarmement unilatéral

Un point sur lequel a insisté le maréchal Tito a été que «le mouvement des non-alignés n'est pas et ne peut pas être un groupe de pays isolés et renfermés sur eux-mêmes. Par conséquent - a-t-il ajouté -

«nous suivons et apprécions les contributions que tous les autres pays, indépendamment de leur position internationale, offrent à la paix, à la sécurité et à la collaboration fondée sur l'égalité des droits».

Les représentants italiens sont restés assez frappés par le fait que Tito soit revenu plusieurs fois, dans son exposé sur la situation internationale, pour mettre l'accent sur le concept de la «souveraineté limitée», un danger grave et très actuel dans la pensée du maréchal, auquel sont exposés bon nombre de pays pour le rapport des forces et pour les pressions qui sont exercées sur eux. La Yougoslavie a continuellement défendu, au cours de ces dernières années, la cause du désarmement et de la dissolution graduelle des deux blocs. Mais ceci n'empêche pas, selon les représentants italiens, que ses dirigeants du plus haut rang ne voient même pas les risques inhérents au désarmement unilatéral d'un bloc ou à la consolidation d'un déséquilibre des forces qui mettrait l'un des deux blocs - qui, dans la situation actuelle, tout au moins en Europe, est le bloc soviétique - dans la condition de dicter sa loi et de faire des pressions sur l'autre, afin de réaliser, justement le concept de la «souveraineté limitée» des pays plus faibles ou sans défense.





LA LEÇON DE LA BRITISH LEYLAND

de ROBERTO CESTELLI

C'est par un vote pratiquement plébiscitaire que tout le personnel de la firme British Leyland (165 000 personnes) - désavouant ainsi d'une façon éclatante les syndicats autonomes et les comités d'entreprise - a approuvé, à une majorité de 87%, les plans draconiens de restructuration du grand complexe britannique public de l'automobile préparé par son président, sir Michael Edwardes.

Parmi les mesures proposées pour sauver la British Leyland figurent la fermeture totale ou partielle de treize unités de production et la réduction du personnel d'ici trois ans, par des démissions volontaires, de 25 000 salariés.

Approuvé d'une façon aussi enthousiaste par les ouvriers, ce plan avait préalablement reçu le feu vert de la fédération

nationale des métallurgistes.

Le sérieux démontré par le grand organisme central syndical du Royaume Uni et le sens de responsabilité des travailleurs britanniques devant la réalité des maux dont souffre la grande entreprise publique d'automobiles a été une rude leçon pour les syndicats autonomes et pour les comités d'entreprise qui avaient menacé d'entreprendre une bataille à outrance si l'on avait touché à leurs postes de travail.

Si l'on tient compte du fait qu'en Grande-Bretagne le rendement des ouvriers métallurgistes est supérieur à celui des ouvriers français et encore plus à celui des Italiens, que leur salaire est inférieur à celui de leurs homologues de la C.E.E. et, enfin, qu'ils ne jouissent pas du double mois à la fin de l'année et des fortes primes d'indemnité de départ qui sont surtout une

spécialité italienne, il est évident que leur vote favorable au licenciement de 25 000 d'entre eux ait profondément secoué les confédérations syndicales des autres pays européens et, en particulier, celle de l'Italie, sur lesquelles retombent une bonne part des responsabilités des dommages provoqués dans l'appareil productif de leur pays.

Le cas de la British Leyland, qui a surtout démontré le détachement net existant entre les organisés et les organisateurs syndicaux de base, a littéralement fait l'effet d'une bombe dans le monde du travail et de la production italienne au moment où, justement, entrepreneurs et syndicats de ce pays sont en train de poursuivre leurs tractations pour des problèmes identiques de redimensionnement de la main-d'oeuvre dans de nombreuses entreprises appartenant à des secteurs en difficulté (comme celui de la société publique Alfa Romeo) ou qui sont à la recherche de possibilités majeures sur le marché international (dont l'exemple italien est constitué par la société privée Olivetti).

Le «cas Leyland» a inauguré un discours de longue haleine quant au principe de la possibilité de licencier du personnel

en surplus (et, dans le cas italien, qui n'a qu'une faible productivité) dans les entreprises où la restructuration s'impose. Ceci en raison de la nécessité, tant pour les employeurs que pour les syndicats, d'agir, dans le sein de la C.E.E., sur des lignes parallèles à celles qui sont adoptées dans les autres Etats membres.

Le «cas Leyland» ne peut pas être circonscrit à l'intérieur des frontières nationales, c'est pourquoi il risquera, peut-être, d'outrepasser les frontières de notre continent.

C'est justement dans l'industrie automobile que la crise a tendance à se faire partout toujours plus grave et le cas de «Chrysler» prouve que même aux Etats Unis, cette crise se dresse comme une menace pour tout l'appareil productif de ce grand pays.

Le vote des ouvriers anglais, qui ont désobéi aux syndicats, démontre, entre autres, qu'il existe plus qu'un simple détachement, mais bien une fracture entre les masses des travailleurs toujours plus conscients et les organisations syndicales toujours plus politisées.

R.C.

L'HOMO AESERNIENSIS LE PLUS VIEUX D'EUROPE?

Les professeurs archéologues Sala et Cremaschi de l'Institut de Paléontologie humaine de l'Université de Ferrare, dirigé par le Professeur Broglio, procèdent depuis quelques mois à des fouilles en Italie, dans la campagne d'Isernia (Molise) à la suite de la découverte des restes d'un peuplement humain remontant à une époque qui oscille entre 500 et 800 mille ans. Il a été ramené, jusqu'à présent, à la lumière du jour des restes de squelettes de rhinocéros, de nombreux crânes de bisons, des os et des défenses d'éléphant.

D'après les premiers contrôles, ces experts ont déclaré qu'il s'agissait d'un matériel archéologique remontant au paléolithique, alors que les premiers êtres humains luttèrent pour la survie de l'espèce dans un environnement naturel tourmenté par les glaciations. Il s'agirait de restes à classer parmi les plus antiques découverts jusqu'à présent en Europe et il est plus que légitime de parler, sur la base de ces précieuses et importantes découvertes, de la présence ici d'ancêtres lointains de l'homme de Neanderthal : *l'homo aeserniensis*, du nom de la ville où ces restes sont venus à la lumière du jour.



Le Conseil de l'Europe demande aux gouvernements
de ses Etats membres
d'accorder une aide spéciale
en faveur des femmes migrantes

Les difficultés que les femmes migrantes rencontrent en quittant leur pays sont encore plus grandes que celles auxquelles s'affrontent les hommes qui émigrent.

Souvent leur niveau de culture ne facilite pas leur adaptation à un milieu social et professionnel nouveau.

Conscient du fait que les femmes migrantes ont besoin d'une aide spéciale dans les domaines social, culturel et professionnel, le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe vient de recommander aux 21 gouvernements de prendre une série de dispositions en leur faveur. En voici les principales:

- Institution d'une collaboration étroite entre pays de départ et pays d'accueil de manière à fournir aux femmes migrantes l'information nécessaire sur les conditions de vie et de travail dans le pays d'accueil

- Renforcement des moyens permettant à ces femmes de bénéficier d'abord de cours d'alphabétisation et de langue, correspondant à leurs besoins, ensuite de la formation professionnelle et de l'éducation permanente

- Création, amélioration et encouragement de services sociaux disposant des moyens nécessaires pour aider les femmes

migrantes dans le processus d'adaptation au milieu social du pays d'accueil (possibilité d'accès aux logements, foyers, crèches, écoles etc.), leur faire connaître leurs droits et obligations juridiques; les assister dans leur adaptation au milieu du travail en les renseignant sur les services qui sont à leur disposition ainsi que sur les possibilités de formation professionnelle

- Mise en place de mesures propres à empêcher toute discrimination entre travailleuses nationales et travailleuses migrantes (égalité effective de chances et de traitement, contrôle efficace et systématique de l'application de la législation et de la réglementation nationales)

- Sensibilisation de l'opinion publique aux problèmes spécifiques des femmes migrantes et appui aux initiatives tendant à promouvoir leur épanouissement culturel dans le pays d'accueil.

Ces dispositions contenues dans la Recommandation N° R (79) 10 du Comité des Ministres s'inscrivent dans le cadre de l'élaboration d'une politique migratoire européenne d'ensemble. Les gouvernements des pays membres doivent rendre compte tous les cinq ans au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe des mesures adoptées pour donner effet à cette Recommandation.

Nouvelles techniques de communication dans l'enseignement post-secondaire

Colloque du Conseil de l'Europe, Strasbourg, 10-12 septembre 1979

L'ambitieux projet d'une télé-université européenne, réclamé avec vigueur par l'Assemblée Parlementaire en 1971 mais, depuis quelque peu tombé dans l'oubli, va-t-il renaître sous une nouvelle forme?

A la demande du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe, une grande conférence publique a été convoquée à Strasbourg du 10 au 12 septembre qui a réuni environ 200 spécialistes de l'enseignement à distance. Ont participé à cette conférence des utilisateurs (universités, syndicats, institutions de formation permanente), des techniciens de la communication, des experts radio/TV, des producteurs de films didactiques etc. des 21 Etats membres du Conseil de l'Europe, de la Finlande et des

Etats-Unis.

La Conférence a fait le point de l'état actuel des techniques et programmes existant en Europe, et a formulé des propositions concrètes quant à leur mise en commun, à l'aide d'un réseau d'échanges européens.

Un *Minifestival* audiovisuel a été organisé à cette même occasion, dans la salle de projection du Palais de l'Europe. Des prix d'excellence ont été décernés aux meilleures réalisations et remis dans le cadre d'une cérémonie, le 12 septembre à midi.

Par ailleurs, pendant toute la durée de la Conférence, les participants ont eu l'occasion de présenter des programmes éducatifs conçus et réalisés par eux-mêmes.



Europe: réalisme économique et valeurs fondamentales

(Extraits de la déclaration de Michel Debré
à l'ouverture du Parlement européen)

L'Assemblée des Communautés se réunit, dans sa forme nouvelle, au moment où les nations européennes sont entraînées dans un redoutable tourbillon. Le langage couramment employé tantôt désordre monétaire, tantôt crise indus-

trielle, tantôt compétition commerciale, ne correspond pas à la réalité. La formule «adaptation à un équilibre nouveau» ne traduit pas davantage exactement la situation. Nous vivons une forme particulière de guerre, qui se nomme

guerre économique...

La guerre est d'abord monétaire. Le désordre des monnaies et des politiques monétaires a une responsabilité capitale dans la jungle qu'est devenue l'économie mondiale...

La guerre est ensuite

celle de l'énergie. *On oublie de voir que cette guerre de l'énergie a été provoquée par la guerre monétaire et qu'elle durera tant que durera la guerre monétaire. A cette cause première, il est vrai, d'autres causes se sont ajoutées. La coalition des pays producteurs a senti sa force qui résulte tout autant des nouveaux rapports de puissance que de l'appétit de consommation d'énergie...*

La guerre est également celle du commerce. *La terre est désormais petite grâce à la facilité des transports. Cette petitesse a permis d'établir hors d'Europe de nombreuses zones industrielles toutes prêtes à concurrencer les industries et même les agricultures d'Europe...*

Il est encore une forme de guerre économique: celle des investissements. *Elle est liée aux précédentes. L'abondance de la monnaie, les sommes considérables reçues par les pays producteurs de pétrole, l'ardeur à conquérir des marchés provoquent des investissements supérieurs aux besoins et cette évolution vient ajouter ses effets à ceux de l'inflation monétaire et de la hausse des prix pour provoquer, notamment en Europe, un surcroît de chômage...*

A la lumière de cette constatation fondamentale - la guerre économique - cette progression de l'Europe, comment se fera-t-elle?

Une expérience de plus d'un quart de siècle permet de dégager quatre lignes de force.

1. Que la coopération

gouvernementale soit la base de la conception européenne.

2. Qu'une volonté d'indépendance éclaire l'action des dirigeants des Etats européens.
3. Qu'un soutien populaire fasse comprendre la place de la solidarité collective à côté des solidarités nationales.
4. Que les démocraties européennes respectent les valeurs fondamentales qui sont leur marque et leur force morale et qu'elles ne peuvent rejeter sans se condamner.

Ces valeurs sont multiples. Certaines sont simples et nous incitent à des exigences qui ne tiennent pas seulement aux difficultés financières de notre temps. Le politique doit donner l'exemple et montrer qu'il ne joue pas trop libéralement avec l'argent des contribuables. D'autres valeurs vont plus haut et plus loin. Elles doivent être méditées avec une attention particulière. Ainsi des courants de pensée rajeunissant des philosophies qui ont dévoyé jusqu'aux principes de notre civilisation, voudraient nous donner comme modèles les conceptions païennes qu'elles aient été méditerranéennes ou continentales. Ne jouons pas impunément avec les théories. Abandonner la base exemplaire, que l'on nomme de nos jours, judéo-chrétienne, courant fondamental qu'a complété la forte pensée libérale, c'est renoncer à placer la morale au-dessus des pouvoirs, c'est renoncer à placer la personne humaine et sa conscience comme prin-

cipe de toute politique. Ecartons de notre esprit, de nos lois et de notre comportement ce qui pourrait altérer une conception morale qui forme, malgré les diversités nationales, l'esprit européen et la légitimité de nos cultures.

Nous ne pouvons oublier ce devoir qui est le nôtre en regardant cette autre part de notre continent dont une grande voix romaine et polonaise à la fois nous a rappelé à juste titre qu'elle était aussi l'Europe, car à travers les malheurs qui les ont accablées et malgré leur diversité les nations de cette autre part sont issues de la même spiritualité et partagent les mêmes aspirations. Le respect nécessaire des conditions de la détenue, c'est-à-dire de la sécurité en Europe va de pair avec un constant effort de liberté nationale et de liberté humaine. Cet effort suppose de notre part la capacité de donner l'exemple. C'est la même conclusion qui revient à l'esprit quand nous observons l'autre rive de la Méditerranée où faute d'attitude également exemplaire de notre part, un fanatisme religieux anti-occidental l'emportera sur les voix raisonnables qui prêchent l'entente et la paix. C'est la même conclusion qui nous inspire quand nous demandons aux nations européennes de se saisir du drame des réfugiés...

Faute de réalisme, la liberté est victime de toutes les illusions. Faute de grandeur, elle sombre dans le renoncement. Faute de générosité, elle est cantonnée dans l'impasse de la solitude...

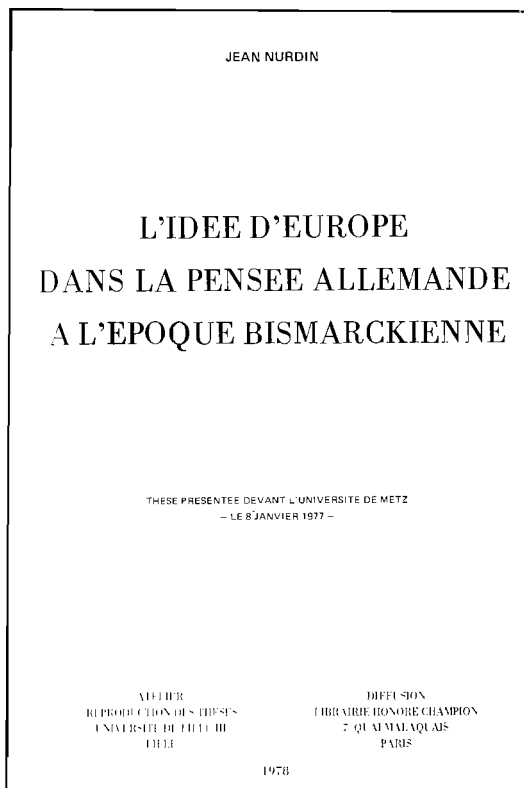
LIVRES REÇUS

Jean Nurdin, *L'idée d'Europe dans la pensée allemande à l'époque bismarckienne*, Lille, 1978, 744 pages. Diffusion: Librairie Champion, 7, quai Malaquais, Paris.

Le massif volume, thèse de doctorat présentée devant l'Université de Metz, se propose de jeter quelque lumière sur une époque où étaient en gestation les destinées de l'Europe actuelle et où le nationalisme semblait régner sans partage. L'auteur a été attiré par des questions essentielles, telles que: Comment l'idée d'Europe se manifeste-t-elle face à l'idée nationale dans les luttes pour l'unification de l'Allemagne? Quelles formes revêt alors la conception d'une communauté de l'Europe?

Dans la première partie («L'idée d'Europe et la question allemande») l'auteur discute les fondements philosophiques de l'idée d'Europe chez Kant, Fichte, Hegel, etc., examine l'attitude des historiens et des hommes politiques allemands dans la période de la naissance d'une nouvelle Allemagne et suit de très près le débat sur le fédéralisme et l'unitarisme. Un chapitre est dédié à l'idée européenne de Bismarck, à sa fameuse «Realpolitik», qui a été l'objet d'interminables controverses: le Chancelier de fer avait certes une «idée européenne», mais il n'avait pas de «programme européen» susceptible d'assurer l'avenir. Fondateur de l'Etat national allemand, Bismarck a vu dans le nationalisme un moyen et non une fin en soi.

La deuxième partie («L'idée de communauté politique et économique de l'Europe») est consacrée à la présentation des diverses conceptions soutenues par les penseurs allemands de l'époque sur la future organisation du Continent. Malgré les contrastes idéologiques, ils ont un point commun: ils veulent faire de l'Europe quelque chose de plus qu'une simple entité géographique, diplomatique ou culturelle, qu'une simple juxtaposition de peuples, de nations




ou d'Etats.

Enfin la troisième partie traite de l'idée du déclin et de la régénération de l'Europe, avec des chapitres importants sur Burckhardt, Nietzsche, Hillebrand et le «wagnérisme».

A la fin du 19ème siècle, beaucoup d'hommes qui ne sont pas des utopistes, estiment que l'Europe, face à la nouvelle constellation des puissances, évolue dans le sens de la solidarité. Malheureusement, les faits ne tarderont pas à infirmer de pareils jugements.

HISTOIRE ANCIENNE DE L'EUROPE: LES THRACES



deuxième Symposium International de Thracologie

S'il y a quelque chose d'important qui sépare les Européens c'est la manière dont a été écrite leur histoire, à partir des époques les plus reculées. Une des tâches les plus urgentes que nous, européens, devons accomplir, est celle de renouveler l'historiographie, en essayant de déceler les dénominateurs communs de la culture et de la civilisation de notre continent. Cette oeuvre de longue haleine a déjà commencé, par la réévaluation du rôle des Thraces, peuple antique encore sous-estimé par les historiens modernes de l'Europe.

La Fondation Européenne Dragan accueillera, du 12 au 15 novembre 1979, à son siège à Rome, une Rencontre internationale d'études consacrée à une science qui, pour l'heure, compte peu d'amateurs dans le monde et dont bon nombre vont même jusqu'à ignorer le nom: la Thracologie.

La Thracologie - est la science qui étudie l'histoire, la langue et les créations matérielles et spirituelles des Thraces, peuple européen autochtone, dont les premiers témoignages, que l'on trouve dans les vallées du moyen et du bas Danube, remontent au troisième millénaire avant Jésus-Christ.

Se déplaçant, dès l'époque préhistorique, de leur patrie primitive qui semble coïncider avec la région sud-occidentale de la Roumanie actuelle, quelques tribus thraces s'installèrent en vagues successives dans diverses régions de l'Europe: de la Grèce à l'Anatolie (européenne à cet effet) et à la péninsule ibérique pénétrant plusieurs fois également en Italie et portant partout les germes et le modèle de leur civilisation - que des scientifiques jansinistes considèrent comme la première civilisation européenne qui se fonda, par la suite, en des synthèses originales, avec d'autres civilisations et cultures, dont la gréco-romaine.

Etudier, aujourd'hui, la Thracologie comporte l'interprétation des résultats toujours plus abondants et significatifs des fouilles archéologiques organisées sur une vaste échelle dans différents pays européens; cela exige un examen soigné des langues européennes qui, malgré leur diversité de son et de structure, remontent à une souche préhistorique commune tout en conservant, de nos jours encore, quelques traits indélébiles de la «proto-langue» euroindienne; elle offre un matériel très riche pour diverses études comparatives de coutumes populaires, d'art, de croyances, de religions, etc. Bien que ses recherches soient consacrées à une connaissance plus profonde et à une interprétation plus aigüe et pertinente des vestiges du passé le plus reculé de la culture matérielle et spirituelle du vieux continent, la Thracologie ne néglige absolument pas le présent. Cette évaluation des faits historiques de la Thracologie, sous l'aspect européeniste, émerge avec clarté des travaux (divers volumes imprimés en italien, en anglais et en roumain) publiés par le président de la Fondation, le Professeur Joseph Constantin Dragan.

L'intérêt pour la Thracologie en Italie s'explique avant tout par les liens de filiation génétiques entre Etrusques et Thraces Lydiens, les premiers étant une branche thrace partie de l'Anatolie et, probablement, de la Lydie et de la Troade, comme l'a écrit Hérodote et considéré Virgile, Ovide et Horace; il s'explique, en outre, par l'admiration que suscitent les trésors splendides de l'art thrace, antérieur à l'art grec mais non pour cela d'un niveau artistique moindre, reportés à la lumière du jour surtout par les archéologues bulgares et roumains.

Thracologie et unité européenne. Le contraste entre une étude destinée à la compréhension du passé et l'engagement politique et culturel de créer demain une Europe unie n'est qu'apparent. La Fondation Européenne Dragan a inscrit parmi ses objectifs promotionnels également la diffusion la plus large des études thracologiques; elle a organisé sur cette question - en utilisant le soutien moral d'institutions académiques et universitaires de plusieurs pays, et la contribution de noms prestigieux de la science - des conférences et des rencontres et elle a procédé à la publication de livres spécialisés et de divulgation, ainsi que d'un bulletin mensuel «Nous, les Thraces» qui compte six ans de vie.

L'unification européenne doit être non seulement économique et politique, mais également culturelle. Si de nombreux scientifiques ont rappelé le concept de «culture européenne», synthèse des cultures nationales, créées par chaque peuple du vieux continent, il n'a pas été, en échange, suffisamment averti le besoin de localiser, en creusant dans le passé le plus lointain, les éléments essentiels qui sont sous-jacents aux diversités actuelles, c'est-à-dire les dénominateurs communs - ethniques, spirituels et matériels - des nations européennes.

Cette recherche des éléments communs a trouvé, selon la méthode des convergences, bon nombre de confirmations dans le domaine de la Thracologie, même si l'entreprise est loin d'avoir été facile.

Le Deuxième Symposium International de Thracologie, organisé par la Fondation Européenne Dragan, en collaboration avec la Faculté des Lettres et de Philosophie de l'Université de Florence, se déroulera autour du thème «Les Thraces dans l'Europe occidentale». Des hommes de lettres de huit pays (Bulgarie, Espagne, France, Grèce, Italie, Pays-Bas, Roumanie et Suède) discuteront du rôle et de la signification de la civilisation et de la culture apportées par les tribus thraces dans la péninsule ibérique et en Italie, ainsi que des rapports entre ces Thraces et ceux du sud-est européen. A côté des noms d'illustres scientifiques étrangers, tels que Vladimir Georgiev (Bulgarie), Emil Condurachi, R. Vulpe et D. Berciu (Roumanie), Alf Lombard (Suède), il faut mentionner ceux de Vittore Pisani et de nombreux autres professeurs des universités italiennes de Florence, Naples, Padoue, Rome, Turin et Trieste, espagnoles de Madrid et Salamanque et grecque de Salonique.

La tradition des rencontres internationales de Thracologie que la Fondation Européenne Dragan a inaugurée en 1977, toujours à Rome (voir le volume des «Actes» édité par la F.E.D.) aura probablement comme ultérieure étape, d'ici deux ans, Palma de Majorque, siège principal de la Fondation.

Bulletin européen

A B O N N E M E N T S

Italie:

ordinaire	lire	6 000	
de soutien	lire	30 000	

Pays extra-européens:

ordinaire	USA \$	20	
de soutien	USA \$	60	

Autres pays européens:

ordinaire	ff.	50	(ou contre-valeur dans une autre
de soutien	ff.	250	monnaie européenne - ou dollars)

L'abonnement souscrit sera valable pour toute l'année 1980. Le versement pourra être effectué directement soit par chèque bancaire, soit par versement sur le C.C.P. n° 36220002 à Rome au nom du «Bulletin Européen» - Foro Traiano, 1/A Rome.

MOSCOU - 9 OCTOBRE 1944

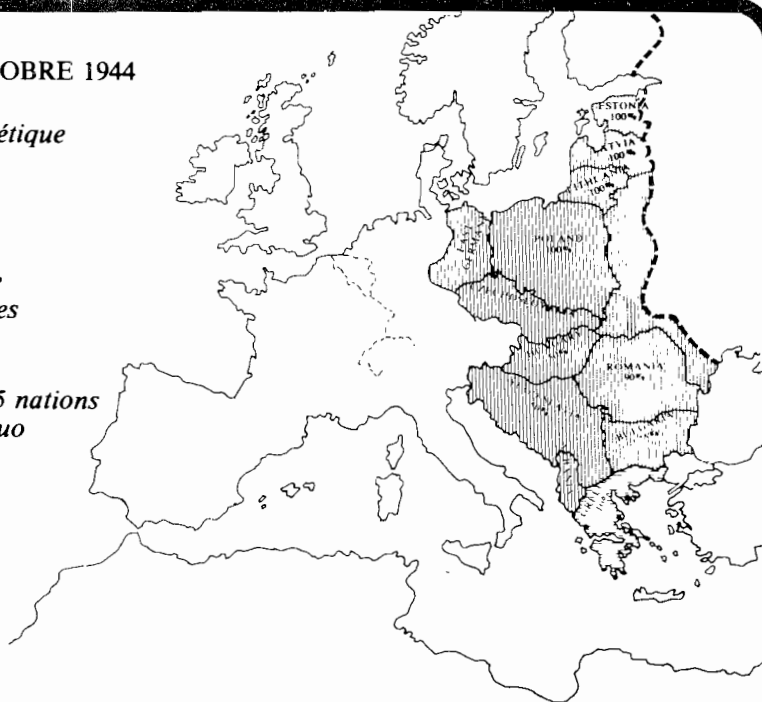
*Churchill
cède à l'Union soviétique
l'Europe de l'Est*

YALTA - 1945

*Confirmation du
partage de l'Europe
en zones d'influences*

HELSINKI - 1975

*La conférence de 35 nations
réconnaît le statu quo
créé à Yalta*



«Nous nous refusons d'admettre qu'il puisse exister des européens de catégorie A et d'autres de catégorie B».

Bulletin Européen

sommaire

<i>R.C. Hood: Europe, Chine et U.R.S.S.</i>	1
La sinistre commédie de Prague	7
Mme Thatcher plaide pour le renforcement de l'OTAN	8
Sandro Pertini en visite en Allemagne fédérale et en Yougoslavie	9
<i>R. Cestelli: La leçon de la British Leyland</i>	12
Conseil de l'Europe	14
Livres reçus	17
Histoire ancienne de l'Europe: IIe Symposium International de Thracologie	18

Bulletin Européen

Rivista mensile - Spedizione in abbonamento postale gruppo terzo (70%)

Editrice Nagard Srl - Foro Traiano 1/A, Roma - Direttore responsabile: Sabino d'Acunto - Direzione e Redazione:
Foro Traiano 1/A, Roma - telefoni: (06) 679.77.85/678.09.48 - Registrazione Tribunale Roma n.16966 del
15.10.1977 (già n.1861 del 15.2.1951) - «Centrostampa BG» Milano, Via Larga 11